

L'conomiste.com - Le premier quotidien économique du Maroc : (<http://www.leconomiste.com>)

---

Date d'édition : 06/09/2006

Numéro d'édition : 2355

Catégorie : Culture

## Les investisseurs étrangers sont-ils encore les bienvenus? Par Karl P. Sauvant

LES investissements directs étrangers, les IDE, sont la source vitale du système de production intégrée internationale. La montée en puissance a duré vingt ans, mais cette belle époque est-elle en train de toucher à sa fin? Si l'IDE peut apporter de nombreux bénéfices, il a aussi parfois des coûts. Dans les années 70, lorsque les sociétés transnationales (STN) qui se lançaient dans de tels investissements ont commencé à se faire remarquer, de nombreux gouvernements ont cru que les coûts de l'IDE dépassaient ses bénéfices et l'ont donc contrôlé. Le pendule, tenu par les pays développés, a commencé à s'agiter dans les années 80. Autrefois considéré comme faisant partie du problème, l'IDE est devenu un élément de solution vers la croissance économique et le développement.

A cause des fusions... Rien ne l'illustre mieux que les changements intervenus dans les régimes nationaux de l'IDE. Comme le rapporte la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, parmi les 2.156 changements qui ont eu lieu entre 1991 et 2004, 93% visaient à créer un environnement plus hospitalier pour les STN. Mais le risque de voir le pendule se mettre à tourner à l'envers est réel, avec pour conséquence un recul de ce processus de libéralisation. L'IDE dans les pays développés (et de plus en plus dans les marchés émergents) prend souvent la forme de fusions et acquisitions transfrontalières. La résistance à de telles démarches devient plus fréquente quand elles impliquent des entreprises que les politiciens considèrent comme des "champions nationaux" ou qui jouent un rôle dans la sécurité nationale, le développement économique ou l'identité culturelle. L'implication croissante de sociétés de capital-investissement dans les activités de fusions et acquisitions soulève d'autres controverses, car de telles transactions sont typiquement considérées comme purement spéculatives. Au nom du "patriotisme économique," de la sécurité et d'autres considérations, la résistance aux fusions et acquisitions se codifie dans un nombre croissant de pays. Par exemple, un comité du Sénat américain a récemment essayé de bloquer le projet de libéralisation des règles d'OPA étrangères pour les compagnies aériennes, et l'Europe a mis en place des lois plus restrictives sur les OPA. En outre, les gouvernements appliquent de façon plus stricte des provisions régulatrices existantes concernant le contrôle des OPA par des sociétés étrangères.

### Nouveaux venus

Cette réponse est liée à une réaction défensive devant le rôle croissant des STN des marchés émergents, les "petites nouvelles". Les STN déjà bien établies, et leurs pays d'origine, devront s'adapter à cette nouvelle constellation de forces et à ses implications sur le marché mondial. Comme d'autres contextes nous l'ont appris, il n'est pas facile de s'adapter aux nouveaux venus: comparez, par exemple, la réaction suscitée par le rapprochement entre le français Alcatel et l'américain Lucent aux offres par la China National Offshore Oil Corporation pour Chevron ou encore celle de Mittal pour Acelor. Un autre genre de réaction défensive, cette fois envers l'IDE vers l'extérieur, pourrait bien surgir quand la délocalisation des services aura pris de la vitesse. Tout

indique que l'offshoring a atteint un seuil et que ce phénomène va s'accélérer par le biais de l'IDE. Si les pays d'origine ne mettent pas en place des mécanismes d'ajustement pour s'adapter à la rapide révolution qui rend négociables les emplois du secteur des services, une réaction brutale contre un tel IDE vers l'extérieur sera inévitable. Le malaise croissant provoqué par l'IDE est pour l'instant cantonné aux pays développés. Certains signaux indiquent pourtant qu'il s'étend aux marchés émergents. Dans le cas de projets à grande échelle, certains pays hôtes soulèvent des questions sur les contrats qui définissent leur relation avec les STN, et les gouvernements révisent de tels contrats car ils pensent (à tort ou à raison) qu'ils n'ont pas bénéficié d'un marché équitable. Parmi les 219 cas d'arbitrage internationale connus concernant des projets d'investissement, quelque deux tiers ont été initiés au cours des trois dernières années. Les approches de l'IDE ont changé dans le passé, et elles peuvent encore changer à l'avenir, en fonction de la manière dont les gouvernements considèrent l'équilibre des coûts et des bénéfices. Cet équilibre n'implique pas seulement des facteurs économiques, mais aussi des considérations comme la sécurité et le désir de contrôler le développement économique d'un pays. Le concept de "nationalisation du XX

siècle", introduit par le candidat péruvien à la présidentielle, Ollanta Humala, reflète le "patriotisme économique" du Premier ministre français Dominique de Villepin. Les réserves émises à l'encontre de l'IDE (comme pour tout ce qui est étranger) se constatent dans tous les groupes de pays, et lorsque les politiciens les mettent au premier plan, le protectionnisme n'est pas loin. Il serait pourtant ironique que les pays développés, qui ont mené la vague de libéralisation de l'IDE des vingt dernières années, lancent un mouvement inverse. Espérons que le mouvement de dé-libéralisation auquel on assiste dans les pays développés puisse être contrôlé avant qu'il ne s'étende à d'autres parties du monde et fasse subir à tous des conséquences indésirables.

---

### Source vitale

LES flux mondiaux d'investissement direct étranger (IDE) ont explosé au cours des vingt dernières années, passant de 40 milliards de dollars au début des années 80 à 900 milliards de dollars l'année dernière. Le stock cumulatif de l'IDE a atteint près de 10 billions de dollars, ce qui en fait le mécanisme le plus important de délivrance de biens et services à des marchés étrangers: les ventes par les filiales étrangères se montent en gros à 19 billions de dollars, comparées aux exportations mondiales de 11 billions de dollars. Dans le même temps, la libéralisation des régimes de l'IDE par pratiquement tous les pays représente une force majeure pour le commerce entre les entreprises, la source vitale du système émergent de production intégrée internationale, et déjà pour environ un tiers du commerce mondial. Copyright: Project Syndicate, 2006. Traduit de l'anglais par Bérengère Viennot

---

**URL source:** <http://www.leconomiste.com/article/les-investisseurs-etrangers-sont-ils-encore-les-bienvenusbrpar-karl-p-sauvant>